



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/40/601  
S/17436

5 septembre 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarantième session  
Point 35 de l'ordre du jour provisoire\*  
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT  
SUD-AFRICAÏN

CONSEIL DE SECURITE  
Quarantième année

Lettre datée du 3 septembre 1985, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission de Cuba auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite par le Gouvernement de la République de Cuba sur la situation en Afrique du Sud.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 35 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
de Cuba auprès de l'Organisation  
des Nations Unies,

(Signé) Alberto VELAZCO-SAN JOSE

\* A/40/150.

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement révolutionnaire de Cuba

Au mépris flagrant de la conscience indignée de l'humanité, le Gouvernement de la minorité raciste d'Afrique du Sud intensifie son effrayante politique de massacres, de chasse sans merci aux patriotes, de tortures, de répression et de persécution du mouvement populaire toujours plus vaste d'opposition et de résistance à ce système monstrueux et infâmant.

Suivant les informations officielles, toujours peu fiables, qui arrivent de ce pays, les agents de ce régime à l'idéologie et au comportement typiquement nazi-fascistes sont responsables depuis le début de l'année en cours de plus de 600 morts, auxquels il faut ajouter les milliers de blessés et les milliers de prisonniers qui remplissent les prisons de l'Afrique du Sud, cet Etat qui est déjà en soi un immense bagne pour 20 millions d'Africains noirs et pour les autres secteurs de la population victimes de la discrimination la plus abjecte et la plus offensante.

Le dernier de ces massacres a eu lieu lorsque l'armée et la police raciste se sont lancées contre les manifestants qui exigeaient la libération de Nelson Mandela, l'irréductible combattant qui dirige l'African National Congress (ANC), organisation qui a toujours été le fer de lance de la lutte de la population noire d'Afrique du Sud.

Indéniablement, cette situation agitée et explosive témoigne de la gravité de la crise interne que connaît ce régime odieux.

Ce n'est qu'en recourant ouvertement à la terreur que les autorités sud-africaines peuvent essayer d'empêcher, nul ne sait pour combien de temps encore, que s'inscrivent dans les faits l'exigence démocratique de dignité et de liberté de la grande majorité de la population du pays, ainsi que la volonté de la communauté internationale, exprimée dans les nombreuses résolutions par lesquelles l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont condamné l'apartheid comme crime contre l'humanité et exigé son élimination, dans l'action du Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU, qui veille à l'application de ces textes, ainsi que dans les accords et déclarations répétées du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation de l'unité africaine.

Outre sa puissance militaire et ses sbires, le régime de Pretoria bénéficie de la complicité cynique et à peine dissimulée du Gouvernement des Etats-Unis. Ces derniers temps, au mépris de l'opinion publique mondiale et à la stupeur de celle-ci, tandis que d'une part M. Pieter Botha, avec son arrogance habituelle, proclamait l'immutabilité virtuelle du système raciste, le président Ronald Reagan affirmait d'autre part curieusement que l'Afrique du Sud avait "éliminé" la ségrégation raciale et essayait de justifier ce régime. Compte tenu de cette union onscène, on comprend que la politique avouée d'"engagement constructif" des Etats-Unis d'Amérique et les faibles critiques de nature purement rhétorique que formulent de temps à autre les dirigeants de Washington à l'égard de l'apartheid ne sont en fait que des moyens de duper l'opinion américaine et l'opinion mondiale, et

de dissimuler le renforcement des liens entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud au cours des dernières années de même que la position du gouvernement actuel qui entend appuyer à tout prix le régime raciste. Ces faits sont irréfutables.

Le prétendu "engagement constructif" des Etats-Unis d'Amérique envers l'Afrique du Sud n'est rien d'autre qu'un stratagème de l'impérialisme pour continuer à utiliser le régime raciste comme gendarme militaire dans la région, maintenir l'occupation illégale de la Namibie et retarder l'accession de ce pays à l'indépendance, tout en continuant à déstabiliser les Etats indépendants voisins, qui ont été à maintes reprises les victimes de ses menaces, d'actes d'agression armée et de pressions de toutes sortes.

Les racistes et leurs alliés yankees sont extrêmement inquiets devant les proportions qu'a prises la vague irrépressible de manifestations contre l'apartheid, et sont très préoccupés du fait qu'un nombre croissant d'ouvriers, d'étudiants et de forces religieuses, membres du Front démocratique uni, participe à la lutte antiraciste.

Ni la proclamation de l'état d'urgence, ni les meurtres commis quotidiennement, ni la répression brutale, ni l'infâme appui yankee ne pourront toutefois sauver l'abominable système de discrimination et de pression raciale de la crise dans laquelle il se débat aujourd'hui.

Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba, fidèle à sa politique de principes inaltérable, exprime une fois de plus sa solidarité inébranlable avec les hommes, les femmes et les enfants de la population noire sud-africaine, qui luttent chaque jour, avec un courage admirable, pour défendre leurs droits légitimes, bravant dans leurs ghettos et dans les rues l'appareil répressif du régime raciste; de même, le Gouvernement cubain lance un appel à tous les gouvernements, à l'Organisation des Nations Unies, au Mouvement des pays non alignés, à tous les peuples et forces progressistes et démocratiques du monde, pour qu'ils condamnent la répression brutale qu'exerce le régime d'apartheid contre la majorité de la population sud-africaine, pour qu'ils exigent la reconnaissance des droits de ce peuple et qu'ils contribuent par tous les moyens dont ils disposent à l'élimination du système raciste infâme et sanguinaire.

Le Gouvernement révolutionnaire et le peuple cubains sont convaincus qu'aucune force au monde ne pourra empêcher la victoire de la lutte héroïque du peuple noir sud-africain pour ses droits démocratiques.

-----